

l'économie n'est pas encore axée sur la technologie et que nous ne formons pas les gens qu'il faut pour faire des progrès rapides en ce sens. C'est ce que disait Fraser Robertson dans un article paru jeudi dernier dans le *Globe and Mail*, et dont voici un passage:

... nos exportations s'accroissent sans cesse grâce au développement de nos ressources humaines et non de nos ressources naturelles. Le progrès de la technologie y a joué un grand rôle. Ce qui importe plus encore que la compétence, c'est de savoir quoi faire, cet esprit créateur qui a tant fait pour la réussite commerciale des États-Unis.

La question de la croissance économique mise à part, Dieu sait si le Canada a besoin de toutes les compétences, de tous les talents et de tous les dévouements que nous pourrions trouver chez nos jeunes. Le Canada est aux prises avec une multitude de problèmes sociaux et humains qui exigent l'attention, la compétence et la diligence des jeunes des deux sexes dotés d'une formation en humanités et en sciences sociales et qui se consacrent à la solution de ces problèmes. Nous avons besoin de scientifiques et d'ingénieurs qui, espérons-le, se préoccupent du milieu le plus favorable à la solution de ces problèmes.

Je me demande sérieusement quel est le rôle du ministère de la Main-d'œuvre et de son ministre dans l'élaboration des politiques du gouvernement et dans l'étude des problèmes que je viens d'évoquer. Par exemple, et c'est un exemple grave, le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration et son ministère seraient-ils consultés et auraient-ils un rôle important à jouer dans la décision tendant à réduire les subventions qui étaient destinées à la construction de facultés médicales et à la formation du personnel médical et paramédical dont le pays aura besoin pour remédier à la pénurie actuelle et pour répondre aux besoins prévus au cours des prochaines années?

Le ministre et son ministère ont-ils été consultés? Voilà le genre de décision où le ministère de la Main-d'œuvre devrait avoir un mot important sinon décisif à dire, si ce ministère veut jouer convenablement le rôle qui lui est attribué, même si cette question relève directement du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social.

Je me demande si le ministère de la Main-d'œuvre s'inquiète des coupures faites dans le budget des travaux scientifiques du gouvernement ou s'il a même été consulté à ce sujet. Le ministère de la Main-d'œuvre a-t-il pu conseiller le gouvernement quant aux savants que le Canada allait probablement perdre si l'on annulait le projet visant le générateur de flux neutroniques intenses ou l'observatoire Reine Elizabeth. De façon plus générale—et c'est, je pense, plus important à la longue—le ministère est-il en mesure d'évaluer l'influence

qu'exercent sur les savants l'incertitude et la confusion de la politique générale du gouvernement fédéral dans le domaine scientifique? C'est, à mes yeux, ce que devrait accomplir un vrai ministère de la Main-d'œuvre. Ce ministère devrait avoir son mot à dire dans la formulation de toutes les politiques de tous les ministères de l'État. Après avoir fait sa propre estimation de la main-d'œuvre dont le pays aura besoin dans divers domaines, suivant des prévisions d'une portée de cinq ans, de dix ans ou davantage, le ministère devrait pouvoir conseiller le cabinet sur l'effet que pourrait avoir sur notre main-d'œuvre actuelle ou éventuelle toute importante politique du gouvernement ou d'un ministère. Je constate avec regret que sous le gouvernement actuel, le ministère de la Main-d'œuvre semble occuper un rang secondaire. Apparemment, le ministre est doté d'un statut inférieur et il s'y résigne.

Le plus inquiétant, ce n'est pas que nous ayons des problèmes, mais que le gouvernement semble les ignorer; il ne semble faire aucun cas de l'urgence de ces problèmes qui s'aggravent de façon manifeste. Le plus déprimant, c'est que rien n'indique qu'il se penche sur nos problèmes, qu'il s'en préoccupe et cherche à les régler.

Il est presque incroyablement que le gouvernement soit arrivé au pouvoir en juin avec l'appui d'un si grand nombre de jeunes Canadiens. Il est certes étonnant que ces problèmes urgents aient si peu d'importance pour un gouvernement élu grâce à des slogans sur l'engagement et la participation. Ce qui m'étonne c'est que les espoirs de nos jeunes et leur désir authentique de servir efficacement leur pays aient été cyniquement rejetés par le gouvernement une fois revenu solidement au pouvoir. Non seulement la situation de l'emploi est-elle extrêmement difficile ce printemps, mais personne dans la hiérarchie de la «société juste» ne semble désormais s'y intéresser. Le gouvernement n'a proposé aucun nouveau programme pour remédier à cette situation critique. Il n'a même pas pleinement mis en œuvre les programmes qui existaient déjà.

Le 13 novembre 1967, le Parlement canadien adoptait le bill C-150 établissant un Conseil canadien de la main-d'œuvre et de l'immigration. Ce conseil devait comprendre un président et pas plus de 15 membres désignés par un décret ministériel. Les fonctions de ce Conseil consistaient entre autres choses à conseiller le ministre au sujet de toutes les questions concernant l'utilisation et l'exploitation efficaces des effectifs ouvriers du Canada. Aux termes de cette mesure législative le ministre devait aussi établir quatre commissions consultatives, dont les présidents